

LE TRUST ANGLO-ALLEMAND ET SES AGENTS AU CANADA

L'autre jour, je causais avec un Canadien d'origine anglaise, homme d'affaires remarquable. Il hésitait fortement sur l'attitude que le Canada doit prendre en face des appels mal déguisés des autorités britanniques, impérialistes par conviction, la campagne frénétique du *Star* le rejetait plutôt de notre côté. "Mais, ajoutait-il, sur cette question particulière des dreadnoughts, il y a quelque chose que je ne comprends pas. Après tout, l'amirauté anglaise doit encore compter quelques-uns des marins les plus expérimentés de l'Europe. Pourquoi persiste-t-elle à promouvoir ce type particulier de vaisseau, si fortement discuté par les experts non officiels? Pourquoi les Conseils de marins des autres pays de l'Europe ne font-ils autant?"

Je communiquai cette observation à un Anglais de là-bas, très averti sur les questions militaires et aussi sur la haute finance. "C'est bien simple", me répondit-il, "c'est la puissance des intérêts anglo-allemands liés à la fabrication de certaines pièces d'armature qui entrent plus particulièrement dans la construction des dreadnoughts. Chaque dreadnought rapporte au trust anglo-allemand, quelques centaines de mille dollars de bénéfices de plus que tout autre type".

Depuis longtemps déjà, certains observateurs attentifs, des publicistes indépendants, signalent les causes secrètes de ces crises périodiques de la folie des armements.

Lors de l'enfouissement de notre Loi navale—essai cauteleux de conciliation entre l'impérialisme jingo et le nationalisme—un professeur de l'Université Queens, M. MARSHALL, dut abandonner ses fonctions parce qu'il avait osé dénoncer les mobiles sordides de la campagne militariste où le Canada se laissait entraîner.

A mesure que l'audace des assoiffés d'or se manifeste plus effrontément, la conviction s'impose aux esprits impartiaux et attentifs. Mais le snobisme, si puissant dans les cercles de parvenus, aux colonies surtout, le faux patriotisme fomenté par la presse jaune, et surtout par les journaux affiliés au trust anglo-allemand, des exemples d'odieuse intolérance comme celle dont M. Marshall a été la victime, les sympathies profondes et cachées de certains intérêts—tout cela et maintes autres causes empêchent la plupart des gens de parler et de dire leur pensée.

Il y a des cas étonnants. Tel celui d'un parvenu de la "transportation" canadienne, tout fraîchement décoré—le cirage est à peine sec—qui affirmait l'autre jour, dans une interview retentissante, répétée dans tous les journaux canadiens, de l'Atlantique au Pacifique, que le Canada ne devait pas perdre un instant à faire cadeau de deux ou trois dreadnoughts à l'Angleterre. Or les fonds secrets du même bonhomme servent à alimenter un journal libéral, grand partisan de la "marine canadienne" de M. Laurier. Enfin le même bonhomme sait encore qu'une pression considérable s'exerce sur M. Borden afin de lui faire adopter une politique mitoyenne qui consisterait à armer les paquebots transatlantiques en croiseurs de guerre. Or comme cette politique offrirait une source considérable de profits pour le bonhomme en question, vous voyez d'ici le jeu du monsieur. Par sa demande tapageuse de dreadnoughts, il se pose dans les milieux impérialistes et la haute finance de Londres; par la campagne anti-dreadnought dont il paie secrètement les frais, il entretient le contre-courant;—et entre ces deux eaux, il s'apprête à pêcher le gros poisson, c'est-à-dire les subventions qu'il guette! C'est à faire prendre les gens de la Patrie pour des anges de candeur, ou, tout au moins, pour de fort gauches spéculateurs en patriotisme.

C'est l'éternelle disproportion entre conquérants et conquis, entre maîtres et esclaves.

Tout de même, en dépit de ces obstacles formidables, de cette immense conspiration du jingoïsme, du capital, de la vanité, du snobisme, des calculs sordides et de la vénalité, la vérité perce.

Lord BERESFORD lui-même déclare que "ce que l'on a fini par appeler la politique des Dreadnoughts, fut lancée dans le public au moyen d'un système organisé de réclames dans la presse". Puis, après avoir indiqué les dangers de cette politique et les lacunes de ce type de vaisseau, il ajoute:

"Ces considérations techniques... sont indiquées afin de prouver que la réclame excessive et vulgaire faite avec une telle surabondance (lavished) en faveur de ce vaisseau dont la valeur n'est pas encore prouvée (experimental vessel) n'était nullement justifiée."

Les experts du *Star* sont priés de prendre note de cette opinion de l'une de leurs autorités;—et aussi de ce qui va suivre.

Après avoir affirmé que l'amirauté était, depuis près de trois ans, en possession des renseignements que les ministres britanniques donnèrent comme nouveaux, en mars 1909, et qui firent prendre le mors aux dents à tous nos parlementaires canadiens, lord Beresford ajoute:

"L'amirauté décida de supprimer le résultat de ses informations, de réduire le programme de construction, et de réserver à deux maisons alliées toute la fabrication des montures de canon.

"Pourquoi l'amirauté supprima-t-elle ces renseignements d'une importance exceptionnelle? Cette question n'a jamais reçu de réponse. Il y a d'autres questions, d'un intérêt non moins vital pour la nation tout entière, qu'on a également laissées sans réponse; celle-ci, par exemple: "Aucun fonctionnaire de l'Etat n'a-t-il bénéficié, directement ou indirectement, de cette décision prise de restreindre les commandes de l'Etat, pour les montures de canon, à deux seules maisons?"

"Il reste acquis que ces "fonctionnaires de l'amirauté", dont l'honneur a été assailli directement et publiquement "dénudé de fondement" (absolutely defenceless), ainsi que M. McKenna l'a affirmé, pourquoi les fonctionnaires soupçonnés n'ont-ils pas poursuivi leur accusateur pour libelle? (1).

Espérons que M. Borden et ses collègues, avant de prendre les ordres de l'Amirauté, auront tiré cette grave accusation au clair.

Même les plus jingos des Canadiens—sauf les journalistes qui partagent dans les bénéfices de cette monstrueuse conspiration—ne désirent pas sans doute, sous couleur de patriotisme, favoriser les opérations des boodlers de l'Amirauté.

Le *Star* affirmait l'autre jour que tous les Canadiens de marque, retour de Londres, reviennent conquis au jingoïsme. Ils ne rêvent que guerre et carnage et sont prêts, paraît-il, à voter ou à faire voter d'urgence le coût de construction de trois ou quatre dreadnoughts.

Des motifs qui animent quelques-uns de ces néophytes du *Daily Mail*, de Londres, et du *Star*, de Montréal, j'en ai indiqué suffisamment en faisant l'analyse psychologique de l'un des plus notoires de ces patriotes. Mais tous les "Canadiens éminents" n'ont pas les mêmes mobiles et ne tiennent pas le même langage.

Ainsi, le *Globe* du 7 août citait l'opinion de M. LARKIN, de Toronto, et la faisait suivre le lendemain de commentaires fort instructifs, qui suffisent à expliquer, au moins en apparence, le revirement du grand organe libéral d'Ontario.

D'après M. Larkin, la source principale, sinon exclusive, de toute cette campagne, c'est la soif de l'or, sous la forme la plus hideuse, la plus anti-nationale, la plus inhumaine.

La capitalisation des six principaux chantiers maritimes et fabriques d'armes, en Angleterre, se chiffrait, l'an dernier, à près de cent quarante millions de dollars. Cette agglomération formidable d'intérêts exige des commandes constantes de vaisseaux de guerre, de canons, etc. Elle possède, est-il besoin de le dire? tous les moyens nécessaires d'influencer les hommes publics, les fonctionnaires supérieurs des conseils de guerre et de marine, et même les journalistes patriotes... à tant le ponce carré.

Le *Globe*, citant l'*Investor's Review*,—l'un des organes les plus sûrs de la finance anglaise—déclare que trois des grandes maisons anglaises comptent à elles seules, parmi leurs principaux actionnaires, "3 ducs, 2 marquis, 120 comtes et barons, 32 baronets, 30 chevaliers, 13 députés, 19 juges de paix, 43 officiers de l'armée et de la flotte, 4 grands financiers et 17 journalistes ou propriétaires de journaux."

Avec cela, on fait marcher bien des rouages, on enflamme beaucoup d'ardeurs, on fait trotter des centaines de Jenny W.

Mais il y a mieux encore.

Dans sa dernière lettre à la Gazette, le capitaine REID communique au public canadien les confidences faites au peuple anglais par M. William Arnold HILL, directeur-gérant des *Thomas Iron Works*. Ces chantiers, les plus modernes parmi les grands établissements anglais, ne sont capitalisés qu'à environ quatre millions de dollars. Incapables de lutter contre la concurrence dévastatrice de Vickers et Martin et de Cammell, Laird and Co.

(1) "The Standard", page 22-23, 24-25, 26, 27, 28-29.

Il n'est plus de commandes de l'Etat. C'est ce qui a déclenché les livres de M. Hills et l'a rendu, suivant la délicate expression de M. Reid, "a very candid critic and friend" du gouvernement britannique. Dans des lettres publiques, il a révélé au peuple anglais que non-seulement les constructeurs anglais sont virtuellement combinés entre eux, mais qu'ils partagent avec les Krupp, les créateurs de la flotte allemande — le profit des brevets allemands pour la fabrication des armatures. Cette affirmation n'a pas encore été contredite.

Le *Globe*, de son côté, cite un journaliste anglais qui affirme que la dynastie Krupp, dont l'Allemagne s'apprête à fêter le centenaire, entretient des agents, de véritables ambassadeurs secrets, dans tous les pays où il est possible de créer une panique de guerre et d'adopter une politique navale, afin de stimuler dans le monde entier la construction des types particuliers de vaisseaux de guerre, dans la construction desquels entrent les pièces d'armature dont les brevets appartiennent au trust anglo-allemand.

Si l'on rapproche tous ces faits, ces renseignements, ces opinions d'experts et de publicistes absolument responsables, on explique la campagne frénétique du *Star* et l'ardeur de ses parasites éternels au pouce carré.

Un caricaturiste de talent pourrait dessiner le *Star* et la *Patrie* prêchant la croisade anti-allemande et écrire au bas: "Cherchez l'agent de Krupp".

• • •

Les dépêches annoncent ce matin la visite de M. Borden en Allemagne. Espérons qu'avant son retour au Canada, le premier-ministre aura obtenu des autorités allemandes et britanniques la détermination de poursuivre à fond et sur toute la ligne l'enquête entamée par l'*Investor's Review*.

Il y a, pour le peuple allemand et pour le peuple anglais, quelque chose de plus urgent que de se ruiner au profit de Krupp et de Vicker's et Maxim, c'est de connaître les noms de tous les actionnaires de ce trust qui pousse à la guerre, au massacre et à la ruine, deux des plus nobles nations des temps modernes, afin d'encalasser du tant pour cent; c'est de découvrir aussi les moyens que ces vampires emploient pour soudoyer les fonctionnaires des grands-corps publics, les gouvernants et les publicistes.

Il y a, pour M. Borden et ses collègues, un devoir plus impérieux que de précipiter le peuple canadien dans cette folie criminelle, c'est de rechercher, par tous les moyens que la loi met à la disposition d'un gouvernement consciencieux, la trace des machinations du trust allemand au Canada, c'est de découvrir et de dénoncer les complices et les agents de cette organisation vraiment diabolique.

En attendant que cette oeuvre de purification et de salut national soit accomplie, tous les honnêtes gens, tous les Canadiens qui n'ont pas perdu la tête, peuvent à bon droit considérer le *Star* et son pouce-carré, la *Patrie*, comme les agents conscients ou inconscients de la maison Krupp au Canada.

Et cette complicité réelle, sinon voulue, donne une ironie particulièrement sanglante à leurs dénonciations de mon "annexionnisme", de ma "francophobie", de mon "manque de patriotisme".

C'est l'éternelle vérité du mot de Johnson: "Le patriotisme est le dernier refuge de la canaille".

HENRI BOURASSA.